

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.781
22 avril 1957

FRANCAIS

UN/SA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT QUATRE-VINGT-UNIEME SEANCE.

tenue au Siège, à New-York,
le lundi 22 avril 1957, à 10 h. 30.

Président : M. ASHA (Syrie)

Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous
tutelle du Togo sous administration française pour 1955 3e (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié, portant le symbole T/SR.781. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-12849

(50 p.)

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 (T/1300, 1304 et Add.1; T/PET.7/520; T/L.740) /Point 3 e de l'ordre du jour/ (suite).

Progrès social et progrès de l'enseignement

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais): Ma première question portera sur l'application de la loi Lamine-Gueye. Nous croyons comprendre que cette loi a été adoptée par le Parlement français afin de supprimer les différences entre les traitements des fonctionnaires dont la base est le statut personnel. L'objet de la loi n'est certes pas d'encourager les éléments antisociaux ni l'immoralité. Cependant, il y a eu des abus de la part de certains fonctionnaires bénéficiaires des allocations familiales. En d'autres termes, cette loi a eu pour effet d'encourager plus ou moins la polygamie. L'Autorité administrante nous a dit qu'une campagne avait été entreprise contre la polygamie; mais nous ne savons pas quels en sont les résultats. Le représentant de la France peut-il nous dire dans quelle mesure cette campagne a été couronnée de succès? L'Autorité administrante a-t-elle pris des mesures pour supprimer les abus commis par ses propres fonctionnaires à la suite de l'adoption de cette loi?

M. BARGUES (France) : Avant la loi Lamine-Gueye, les règles d'attribution des allocations pour charges de famille dépendaient du statut personnel des fonctionnaires. Il y avait deux statuts différents : le statut personnel régi par le code civil français, ce qui était le cas pour les citoyens français, c'est-à-dire pour les individus qui, quelle que soit leur origine, avaient le statut du citoyen prévu par le code civil français et le statut découlant des coutumes autochtones.

Cette différence entre les traitements des fonctionnaires, fondée sur leur statut personnel, n'avait pas paru répondre pleinement à la règle que s'était fixée la Puissance administrante de ne faire aucune discrimination entre ses fonctionnaires sur la base de leur statut, de leur régime familial, de leur religion ou de leur origine ethnique. M. Lamine-Gueye, qui est lui-même africain et qui était à l'époque, membre de l'Assemblée nationale française, a soumis à ses collègues une proposition de loi qui a été adoptée à une forte majorité sous la forme de ce que nous appelons aujourd'hui la loi Lamine-Gueye. Son principe était que les fonctionnaires, quel que soit leur statut personnel, percevraient des allocations pour charges de famille selon des règles déterminées par la loi.

J'ouvre ici une parenthèse. Le problème évoqué par le représentant de la Birmanie ne porte que sur les allocations familiales. En fait, la loi Lamine-Gueye prévoyait une identité de rémunération de tous les fonctionnaires, qu'il s'agisse non seulement des allocations familiales, mais des autres éléments, notamment de la solde et des diverses indemnités fournies aux fonctionnaires par l'administration qui les emploie. Le résultat de cette loi Lamine-Gueye, en ce qui concerne plus spécialement les charges de famille, a été que tous les fonctionnaires percevaient les mêmes indemnités pour leurs femmes et pour leurs enfants. Evidemment, un problème s'est posé - il a été évoqué ici à différentes reprises - du fait que, conformément au statut personnel légal de certains fonctionnaires, ceux-ci étaient autorisés à pratiquer la polygamie. Il s'en est donc suivi que certains fonctionnaires soumis au régime du code civil français ne pouvaient percevoir d'indemnités que pour une femme - leur femme légitime - conformément à ce régime et pour les enfants issus de cette femme, éventuellement aussi les enfants qui pouvaient être légalement à sa charge en dehors de ceux qui étaient légitimement issus du mariage. D'autre part, des fonctionnaires qui, en raison de leur appartenance à la religion musulmane ou à certains groupes ethniques, pratiquaient la polygamie avaient le droit de percevoir les indemnités de charges de famille pour toutes leurs femmes légitimes et pour les enfants qui étaient légalement à leur charge. Ainsi, certains fonctionnaires ayant plusieurs femmes et un grand nombre d'enfants et qui n'occupaient, dans la hiérarchie administrative, qu'un échelon assez peu élevé, ont perçu des allocations pour charges de famille bien supérieures au montant de la rémunération principale correspondant à leur grade dans la hiérarchie et à leur activité professionnelle.

On a prétendu aussi que, puisque le fait d'avoir une femme et des enfants donnant droit à l'allocation pour charges de famille représentait pour le fonctionnaire, surtout pour le petit fonctionnaire, un bénéfice substantiel, il constituait une tentation. En effet, dans la mesure où son appartenance à la religion musulmane ou à certaines coutumes animistes le lui permettait, il avait pour effet de le tenter de contracter plusieurs fois mariage puisqu'une jeune fille ou une jeune femme, surtout si elle avait des enfants (et, en tout cas, elle avait la possibilité d'en avoir après le mariage), représentait une source de revenus extrêmement importante.

Des abus ont peut-être été commis dans ce domaine là. Je crois qu'on en a exagéré à la fois le nombre et l'importance en se fondant sur certains cas de caractère particulièrement spectaculaire. Il n'en reste pas moins qu'un problème a été posé. Mais, comme j'ai eu l'occasion de le dire parfois devant le Conseil de tutelle, il était difficile à la Puissance administrante de le résoudre d'une manière différente de la solution qui avait été adoptée, d'abord, parce qu'il s'agissait là d'une loi et que le Parlement français - ayant pouvoir pour légiférer dans ce domaine là - avait agi en toute connaissance de cause et dans l'exercice de sa pleine souveraineté et que le pouvoir exécutif n'avait pas la possibilité de faire revenir le Parlement sur une décision de ce genre. La deuxième raison, c'est que - comme je l'ai indiqué, d'ailleurs - le principe qui avait inspiré Lamine Gueye était incontestablement approuvé par le Gouvernement français, parce que ce principe avait pour objet de supprimer toute discrimination possible dans la rémunération des fonctionnaires selon l'origine ethnique ou l'appartenance religieuse de ceux-ci, ce qui eut été contraire à la Constitution.

Mais si la situation était telle pour la Puissance administrante, et tant que le Gouvernement de cette Puissance a eu pouvoir pour réglementer la rétribution des fonctionnaires togolais, il n'en va plus de même aujourd'hui puisque ces pouvoirs ont été transférés au Gouvernement togolais. A l'heure actuelle, c'est le Conseil des ministres togolais et l'Assemblée législative du Togo qui ont pouvoir pour fixer la rémunération des fonctionnaires puisque, aussi bien, ce ne sont plus des fonctionnaires du Gouvernement français, mais du Gouvernement togolais. Il est évident qu'à cet égard là un Gouvernement togolais, c'est-à-dire un gouvernement africain, composé d'Africains, a une liberté d'action beaucoup plus grande que le gouvernement métropolitain lorsqu'il veut imposer aux fonctionnaires certaines mesures qui risquent de ne pas être favorablement accueillies par eux.

C'est bien ce qui s'est produit. Je n'ai pas l'information précise en ce qui concerne la date, mais le Gouvernement togolais a pris récemment une mesure tendant à limiter à un certain nombre d'enfants - six, dans la pratique - les attributions pour charges de famille. Il est donc évident que cela va freiner le mouvement que Lamine Gueye avait pu encourager puisque, actuellement, un fonctionnaire qui a déjà atteint le maximum autorisé par la mesure récemment prise

M. BARGUES (France)

par le Gouvernement togolais pourra avoir une femme de plus et plusieurs enfants de plus. Le montant de ses charges de famille, s'il atteint déjà le maximum fixé par la loi, ne pourra pas être augmenté.

Il y a donc là, incontestablement, une mesure prise. Elle va peut-être un peu à l'encontre du principe selon lequel le statut personnel légal, s'il permet la polygamie, ne donne plus droit à des indemnités prévues pour l'entretien de la femme et des enfants. Cette dérogation au principe, pratiquement le Gouvernement français ne pouvait pas, sur un plan moral, l'imposer - et je dis même que, sur le plan pratique, il n'aurait certainement pas trouvé au Parlement une majorité pour approuver cette dérogation. Mais le Gouvernement togolais, dont les procédures à cet égard là sont plus simples, et qui peut ne pas avoir envers la population autochtone les mêmes scrupules que le Gouvernement français, a pu réaliser cette mesure.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de la France des renseignements détaillés qu'il a bien voulu me donner à ce sujet. Cette loi a des aspects bons et mauvais. Cependant il y a des possibilités d'abus de la part des fonctionnaires et je suis heureux de savoir qu'il y a une limitation quant au nombre d'enfants.

J'en viens maintenant à la question suivante. Le Conseil, au cours de sa dernière session, a longuement discuté de la question des élites. J'aimerais que nous l'examinions plus en détail.

Les élites bénéficient probablement d'une situation particulière dans le Territoire ou dans la société du Territoire en raison de leurs capacités intellectuelles spéciales. Sans doute, pour cette raison, les élites ont-elles tendance à s'isoler de la population, bien qu'elles fassent partie des intellectuels du Togo. Le représentant de la France pourrait-il nous dire quels sont les rapports actuels entre les masses togolaises et les élites?

M. BARGUES (France) : Le Conseil a consacré de longs débats à ce problème des élites. Je crois d'ailleurs que la longueur des débats était fonction d'une certaine incompréhension existant entre la délégation française et d'autres délégations.

En réalité, ce que nous appelons élite, en France - je ne reviendrai sur ce point que très brièvement, car je n'entends pas ouvrir de nouveau le débat -

M. Bargues (France)

c'est cette catégorie de la population qui, dans tous les domaines de l'activité humaine, présente un maximum de qualités morales, physiques et intellectuelles. Mais, dans le langage courant - et ailleurs qu'en France, d'ailleurs - on a coutume de limiter ce terme d'élite à l'élite intellectuelle. Je pense que c'est cette élite que vise le représentant de la Birmanie. Cependant, je le répète, ce n'est, dans l'acception française du terme, qu'une partie seulement de l'élite. C'est une forme d'élite, celle qui est constituée par les hommes et les femmes qui ont acquis des diplômes supérieurs et occupent des postes de direction ou de commandement dans les différentes activités. Alors que nous considérons, en France, qu'un excellent ouvrier spécialisé, qu'un petit exploitant agricole qui obtient par son travail et ses connaissances des rendements plus élevés que son voisin, font partie d'une élite.

Mais je reviens à une élite intellectuelle, la question qui m'a été posée me paraissant se limiter à cette catégorie. Il est évident que, dans un pays comme le Togo - et je dis dans un pays comme le Togo car la situation n'est pas particulière au Togo, mais elle est générale à ces pays qui ont accédé rapidement à des formes de civilisation et de vie importées par l'Europe et qui sont assez différentes de celles qui avaient été observées au cours des siècles précédents - les jeunes gens et les jeunes filles qui, d'ailleurs, appartiennent quelquefois à une classe sociale déjà évoluée - ce sont des enfants de bourgeois ou de chefs - qui ont fait des études supérieures et, surtout lorsqu'ils ont fait ces études pendant d'assez longues années, en France ou dans des pays de civilisation occidentale, ont acquis des connaissances, d'une part, puis ont adopté certains modes de vie, quelquefois même certains modes de pensée qui les ont inévitablement, sinon séparés, du moins quelque peu éloignés des formes habituelles de vie et de pensée auxquelles leurs parents et leurs compatriotes les avaient habitués, lorsqu'ils reviennent dans leur pays, ils éprouvent, malgré tout, une difficulté à se réincorporer dans la société africaine dont ils sont issus et dont ils sont obligatoirement éloignés au cours de leur séjour à l'extérieur. Il est incontestable que cette difficulté de réadaptation a pu provoquer parfois une sorte, je ne dirai pas de divorce, mais d'incompréhension au moins partielle entre la masse de la population qui, elle, est demeurée attachée aux coutumes, au mode de vie, au mode de pensées ancestraux, et l'élite qui introduit dans le Territoire des modes de pensée, des concepts nouveaux issus d'une civilisation étrangère.

Le problème, évidemment, est très grave, parce que c'est cette élite intellectuelle qui, actuellement - et surtout demain - est appelée à prendre la direction du gouvernement et des activités principales du Territoire. C'est cette élite dont le devoir est de conduire ses compatriotes à un stade de civilisation plus avancé.

Je ne crois pas, en ce qui concerne particulièrement le Togo, qu'il y ait une séparation très nette entre l'élite et la masse, parce que nous avons affaire, au Togo - et surtout dans le Sud - à des populations très affinées, ayant été en contact avec la civilisation occidentale depuis plusieurs siècles. Le phénomène serait plus sensible dans des sociétés africaines plus arriérées ou dans le Nord, où l'attachement aux coutumes ancestrales a été plus fort et où les élites intellectuelles représentent encore une fraction plus faible de la population.

La vérité, c'est qu'il faut que la Puissance administrante - et, d'une façon générale, les Puissances administrantes qui sont en Afrique - persuade bien les élites de ce que doit être exactement leur rôle et de la nécessité pour elles de ne pas se séparer de leurs compatriotes. Il appartient aussi à ces élites de comprendre qu'en accédant à des échelons plus élevés de la civilisation, elles doivent éviter d'embrasser sans nuance une forme de civilisation totalement étrangère à ce qu'avaient été les formes de civilisation traditionnelle de leur pays et qu'elles doivent réaliser un mariage heureux, une association harmonieuse entre les civilisations africaines et la civilisation occidentale. Je crois que ce serait une erreur, de la part des sociétés africaines, de rester très étroitement attachées à leurs formes de civilisation anciennes. Je crois que ce serait une erreur au moins aussi grande - sinon plus grande - que d'abandonner totalement ce que la civilisation africaine peut apporter au monde pour copier servilement la civilisation occidentale.

Voilà le dilemme. Il est délicat à résoudre, mais il n'est pas particulier au Togo. Je dirai même que, pour moi qui connais l'Afrique, le Togo est encore un des pays où ce problème de l'association des élites avec, d'une part, la masse, et d'autre part, l'occident, se présente de la manière la moins aiguë.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de la France des renseignements détaillés qu'il a bien voulu me donner sur ce sujet. A la lumière des renseignements qu'il nous a fournis, je voudrais lui poser une autre question. Peut-il nous dire également dans quelle mesure les élites ont été à même d'émettre une opinion politique, de former une pensée politique dans le Territoire? Je voudrais savoir, à cet égard, dans quelle mesure le développement ou la situation politique dans le Territoire sont dus aux élites.

M. BARGUES (France) : Au Togo, il faut bien dire que ce n'est qu'à une date très récente que la masse entière de la population s'est préoccupée des problèmes politiques. Ce sentiment de l'existence des problèmes politiques, de la nécessité d'une évolution dans la vie politique du Territoire a été, pendant très longtemps, limité, précisément, aux couches de la société qui, ou bien acceptaient des fonctions de commandement dans le cadre des institutions traditionnelles, ou bien accédaient aux échelons supérieurs de la culture à la suite du contact pris par la société africaine avec la civilisation occidentale. Mais, peu à peu, le sens des problèmes politiques s'est éveillé dans la masse. Il y a à cela deux raisons, à mon avis. D'une part, c'est un des effets de l'éducation et j'avais oublié, tout à l'heure, de dire que, pour éviter la séparation qui pourrait se produire entre l'élite et la masse, il faut, évidemment, faire, dès l'école primaire, une éducation de cette masse. La première raison est donc l'instruction, l'éducation données dans les écoles et qui a permis à la masse - à une partie au moins de cette masse - de prendre conscience de l'existence des problèmes politiques. La deuxième raison, c'est que l'élite a compris, au moins en partie, son rôle dans ce domaine que j'évoquais tout à l'heure. C'est à l'élite qu'il appartient maintenant d'initier ses compatriotes de la masse à la vie politique et de leur montrer quel rôle doit jouer l'ensemble de la population dans la gestion normale des institutions démocratiques. Il est incontestable qu'il y a, surtout depuis une dizaine d'années, de très grands progrès à cet égard. Mais ce qui montre bien qu'il s'agit surtout d'un problème d'évolution de la masse, d'un problème d'instruction, c'est que, dans le Sud, où l'instruction est plus développée, où la masse est plus évoluée, la population a, je crois, une conscience des problèmes politiques qui est peut-être plus largement répandue que dans le Nord.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je suis très reconnaissant au représentant de la France des renseignements qu'il m'a donnés, mais je pense, malgré tout, qu'il n'a pas répondu pleinement à ma question. Ce que je voulais savoir, c'est dans quelle mesure les élites ont pu créer une pensée politique dans le Territoire. Je crois que le représentant de la France a été très vague à cet égard dans sa réponse. Je voudrais qu'il me dise si les élites constituent une partie de la pensée politique dans le Territoire.

M. BARGUES (France) : J'ai, en effet, été vague dans ma réponse, parce que ce problème ne comporte pas de données précises. Comme je l'ai indiqué, ce sont les élites qui guident la population dans l'évolution de la pensée politique. Ce sont ces élites qui, sous l'influence de l'occident - très souvent, d'ailleurs - ont fait naître cette pensée politique. Ce sont les membres de ces élites qui dirigent les mouvements politiques. En réalité, on peut dire qu'à l'heure actuelle, à l'inverse de ce qui se passe, au moins en partie, dans les pays occidentaux, seules les élites jouent un rôle actif dans la politique.

On ne peut pas dire qu'il y ait une opinion politique unique pour les élites, puisqu'il y a des opinions politiques différentes, comme dans tout pays démocratique. Ces opinions se partagent entre les divers représentants de l'élite. Nous avons eu deux exemples. M. Grumitzky, qui est Premier Ministre, et M. Sylvanus Olympio, que nous entendons comme pétitionnaire, font tous deux partie de l'élite. Mais ils n'ont pas les mêmes opinions politiques. Ils sont, l'un et l'autre, à la tête de deux courants politiques différents. Evidemment, l'importance de leurs mouvements sera fonction du nombre de leurs compatriotes qu'ils pourront entraîner derrière eux. On ne peut pas dire qu'il y ait un mouvement politique propre à l'élite et un autre mouvement, ou une absence de mouvement, qui serait propre à la masse. On peut dire que les élites ont la faculté d'adopter des opinions politiques personnelles, de créer des mouvements politiques différents et, en fait, l'exemple que j'ai cité montre que les représentants de l'élite ont des opinions qui diffèrent entre elles.

AS/JM.

T/PV.781
- 14/15 -

M. Bargues (France)

A l'heure actuelle, l'évolution de la situation politique est relativement sommaire au Togo, parce que les positions politiques se sont cristallisées sur des idées simples. Mais il est possible de dire - nous le constatons dans d'autres territoires africains, surtout sous l'influence de la France, d'ailleurs - qu'il y a un très large éventail d'opinions politiques, un fractionnement de l'opinion politique en petits groupes ou en petits partis. Il est incontestable que ceux qui doivent conduire ces mouvements, ce sont les représentants de l'élite et il leur appartient, dans la mesure où ils le peuvent, de persuader un certain nombre de leurs compatriotes de suivre le mouvement qu'ils ont eux-mêmes créé et qu'ils continuent à guider.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Au paragraphe 62 du document T/L.740, il est question d'un prêt de 180 millions de francs à la Caisse centrale de la France d'outre-mer, sollicité afin de financer certains projets en matière d'habitat. Le prêt a-t-il été accordé?

M. BARGUES (France) : La version française du paragraphe 62 comporte une erreur matérielle. Il ne s'agit pas d'un prêt à la Caisse centrale de la France d'outre-mer. De toute évidence, il s'agit d'un prêt qui est sollicité par le Territoire et qui doit être fourni par la Caisse centrale. Je n'ai pas malheureusement de renseignements sur ce point; je ne puis dire si ce prêt a déjà été versé. Mais d'après les dernières informations, il ne semble pas y avoir eu de difficulté. En fait, la Caisse centrale de la France d'outre-mer a consenti, au cours des dernières années, un très grand nombre de prêts, dans tous les Territoires. Il n'y a aucune raison pour que ce prêt ne soit pas consenti.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : A sa dix-septième session, le Conseil de tutelle avait recommandé que l'Autorité administrante prenne des mesures pour améliorer les conditions matérielles, peu satisfaisantes, dans les prisons et centres de rééducation. Le représentant de la France peut-il indiquer ce qui a été fait pour donner suite à cette recommandation?

M. BARGUES (France) : La mission de visite avait en effet remarqué que l'organisation matérielle des conditions de détention était parfois déficiente. Cela tient évidemment au fait que l'Assemblée territoriale du Togo a éprouvé pendant longtemps une certaine répugnance à voter des crédits pour l'entretien et l'amélioration des prisons. Les locaux sont souvent vétustes, parfois mal entretenus, parce que les crédits votés par l'Assemblée sont insuffisants. A la vérité, les crédits étant limités une assemblée aime mieux voter des crédits pour la construction de dispensaires ou d'écoles plutôt que pour l'amélioration de la situation des prisonniers. Je ne critique pas. Je constate un fait. L'observation du Conseil de tutelle a été communiquée à la Puissance administrante. Je crois que, dans le budget de 1957, des crédits supérieurs à ceux des exercices précédents ont été prévus, de façon à améliorer l'état des locaux et les conditions de détention des prisonniers.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : A propos de la liberté de réunion dans le Territoire, alors que le Conseil de tutelle questionnait M. Sylvanus Olympio le représentant du Guatemala, a demandé s'il était possible d'interjeter appel de décisions interdisant des réunions politiques. M. Olympio a répondu que le décret de 15 mars ne prévoyait pas de recours légal et que toutes les réunions des partis d'opposition avaient été interdites, malgré qu'appel eût été adressé au Haut-Commissaire, responsable de l'ordre et de la sécurité dans le Territoire. Le représentant de la France a dit qu'appel pouvait être interjeté devant les tribunaux administratifs.

Nous voudrions avoir un complément d'information, savoir notamment comment fonctionnent, dans ces cas spéciaux, les tribunaux administratifs de droit public. Est-il possible d'obtenir suspension immédiate d'une décision illégale de l'Autorité, et comment?

M. DARGUES (France) : Tous les actes de l'autorité administrative peuvent faire l'objet d'un recours. Il y a deux sortes de recours. L'un, qui a été évoqué justement par le pétitionnaire, est le recours gracieux à l'autorité supérieure. C'est pourquoi une autorité subordonnée ayant interdit une réunion, les organisateurs de cette réunion en ont référé à l'autorité supérieure, qui était en l'occurrence le Haut-Commissaire. Peut-être, d'ailleurs, eût-il été plus avisé de s'adresser au Premier Ministre, qui était, je crois, compétent en l'espèce; mais peu importe. Il existe aussi, au cas où le recours gracieux n'aurait pas d'effet, un recours devant les tribunaux administratifs. Il existe un tribunal administratif local, qui est le Conseil du contentieux, et un tribunal administratif qui se trouve à Paris et qui est le Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat juge en premier ressort dans certains domaines, notamment dans les recours pour excès de pouvoir; il juge en appel des décisions du Conseil du contentieux local.

Je n'ai pas une connaissance suffisante des textes législatifs qui régissent les compétences restrictives du Conseil du contentieux administratif et du Conseil d'Etat; et je ne pourrais dire dans quel cas déterminé il convient de s'adresser au Conseil d'Etat ou au Conseil du contentieux administratif, sauf cependant la précision que j'ai apportée tout à l'heure, concernant les recours pour excès de pouvoir, qui doivent être portés directement devant le Conseil d'Etat.

Quoi qu'il en soit, la règle est celle que j'ai indiquée, à savoir que toute décision administrative, j'entends toute décision du pouvoir exécutif ou de ses représentants, peut faire l'objet d'un recours administratif.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Il semble que M. Olympio se plaignait de ce qu'en s'adressant au Conseil d'Etat les décisions venaient deux ou trois ans après, quand c'était déjà inutile. La deuxième partie de ma question en découle. Y a-t-il possibilité de suspendre l'acte incriminé d'illégalité en attendant la décision du Conseil d'Etat?

M. BARGUES (France) : Non. Les recours devant le Conseil d'Etat n'ont pas d'effet suspensif.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : De nouvelles conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail ont-elles été appliquées, dans le Territoire, depuis 1954? Je pose cette question parce qu'on lit à la page 175 du rapport annuel : "II. Conventions et recommandations de l'OIT. Se reporter au rapport de l'année 1954."

M. BARGUES (France) : A ma connaissance, aucune nouvelle convention n'a été mise en application dans le Territoire. Mais je dois dire que si certaines conventions n'ont pas encore été soumises à la procédure de ratification, ce qui entraîne inévitablement des délais assez longs, un très grand nombre de dispositions prévues par des conventions récentes sont déjà appliquées à un autre titre, dans le Territoire, car elles font l'objet de règles figurant dans le Code du travail.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Dans le document de travail du Secrétariat, à la page 17, au paragraphe 53, nous lisons qu'il n'y a eu aucun conflit collectif au cours de l'année 1955. Le représentant de la France pourrait-il nous préciser la situation à cet égard ?

M. BARGUES (France) : Selon toute vraisemblance, s'il n'y pas eu de conflit collectif, c'est parce que les salariés n'avaient à se plaindre de leur sort et en particulier de leur rémunération. Ils n'ont donc pas été amenés à présenter des réclamations à leurs employeurs. L'année 1955 a d'ailleurs été une période de stabilité sur le plan des conditions de vie des travailleurs. Les salaires avaient subi une augmentation assez sensible, ainsi que le rappelle le document de travail. Un arrêté du 20 avril 1955 a augmenté le salaire minimum horaire. D'autre part, le coût de la vie n'a pas augmenté. Il a subi depuis lors une légère augmentation, mais en 1955, il n'avait pas augmenté. Puisque donc les salaires avaient été augmentés, les ouvriers n'avaient aucune raison de se plaindre.

J'entends bien qu'un conflit peut éclater pour des raisons autres que des revendications de salaires. Il n'y en a pas eu en 1955. Au cours de l'année, le climat social était excellent.

Je disais tout à l'heure que le salaire horaire minimum avait été augmenté. En matière de salaires, l'action administrative se borne à la fixation du salaire minimum, c'est-à-dire que pour une activité professionnelle déterminée, l'Administration fixe le salaire au-dessous duquel un employeur n'a pas le droit de descendre pour rémunérer un travail horaire. Mais, par le fait même qu'il s'agit de salaire minimum, la plupart des salaires professionnels sont plus élevés. Il est certain, d'ailleurs, que la fixation d'un salaire minimum exerce une influence sur l'ensemble des salaires. Si, par exemple, le salaire horaire minimum fixé

par l'Administration est de 20 francs, dans la pratique on verra que le salaire professionnel est en réalité de 24 ou de 25 francs. Si à la suite d'une augmentation du coût de la vie, par exemple, l'Administration porte le salaire minimum de 20 à 22 francs, tous les salaires pratiqués dans le secteur d'activité intéressé seront augmentés pour ainsi dire automatiquement et passeront à 26 ou 27 francs. L'employeur se verra moralement obligé - ne serait-ce que sous la pression morale de ses ouvriers - d'accorder cette augmentation. C'est bien, d'ailleurs, ce qui se produit.

Si j'ai donné cette explication, c'est parce que le document de travail n'indique qu'une augmentation des salaires minimums. Mais cette augmentation des salaires minimums a, en 1955, entraîné automatiquement une augmentation de tous les salaires.

Je le répète, alors que les salaires augmentaient, le coût de la vie ne subissait pas d'augmentation. Les ouvriers considéraient donc leur rémunération comme suffisante et, comme le climat social était bon, aucun conflit collectif n'a éclaté.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : A la page 18 du même document, au paragraphe 57, on voit que le nombre des sages-femmes diplômées locales a diminué d'une unité et que les infirmiers diplômés locaux sont descendus de 278 à 240, alors que les infirmières diplômées locales passaient de 34 à 47. Nous aimerions avoir quelques renseignements additionnels pour expliquer ces modifications.

M. BARGUES (France) : Le fait que le nombre des sages-femmes ait diminué d'une unité ne nous permet pas d'émettre des conclusions définitives, car les statistiques fournies ont été établies un jour déterminé. On donne, par exemple, l'effectif en service le 1er janvier et il suffit que ce jour-là une sage-femme soit en congé pour que cette diminution d'une unité s'explique. On ne peut en déduire que l'effectif réel des sages-femmes a diminué d'une manière systématique et définitive.

Par contre, je ne trouve pas dans mes notes d'information en ce qui concerne la diminution des infirmiers diplômés locaux.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je n'insisterai pas sur cette question afin que le représentant de la France ne perde pas trop de temps à chercher ce renseignement dans sa documentation. Je dirai cependant que cette diminution de 38 unités dans l'effectif des infirmiers nous a étonnés. Certes, l'explication donnée par le représentant de la France en ce qui concerne les sages-femmes nous semble parfaitement logique, mais je ne crois pas qu'elle puisse expliquer la situation en ce qui concerne les infirmiers.

M. BARGUES (France) : Je ne mets pas en doute l'habileté mathématique du personnel du Secrétariat, mais peut-être s'agit-il d'une erreur de la part du fonctionnaire qui a établi le document de travail. Le chiffre global ne figure pas dans le rapport de l'Autorité administrante et il pourrait donc s'agit d'une simple erreur de calcul. En tout état de cause, je demanderai des renseignements à cet égard.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : La question suivante découle du paragraphe 100 du rapport annuel. Il y est question d'une modification du salaire minimum interprofessionnel garanti et nous voudrions demander au représentant de la France comment l'on procède pour modifier ce salaire minimum.

M. BARGUES (France) : Comme je l'ai indiqué en répondant à une précédente question du représentant du Guatemala, l'Autorité administrante fixe le salaire minimum interprofessionnel garanti, pour toutes les catégories de travailleurs des différents secteurs de l'activité professionnelle. Il s'agit donc du salaire représentant la rémunération horaire minimum.

En d'autres termes, pour une activité professionnelle déterminée et pour une certaine catégorie de travailleurs, l'employeur ne peut pas donner un salaire inférieur au salaire minimum fixé par l'Administration. Il a la faculté - et il en use d'ailleurs comme je l'ai déjà indiqué - de payer des salaires supérieurs. C'est la loi de l'offre et de la demande qui joue. Dans une période telle que celle que nous traversons, l'activité est assez grande dans les secteurs où se trouvent des salariés. En effet, c'est surtout dans les activités commerciales et industrielles et dans certaines plantations que l'on trouve des salariés; il n'y en a évidemment pas dans les petites exploitations, qu'elles soient artisanales, industrielles ou agricoles. C'est d'ailleurs ce qui explique le nombre relativement faible de travailleurs qui sont considérés comme tels dans nos statistiques. Dans tous les secteurs où il y a des travailleurs, il n'y a pas de sous-emploi appréciable et les salaires sont supérieurs au salaire minimum.

Comment fixe-t-on le salaire minimum? Il a été fixé, jusqu'à présent, par le Commissaire de la République. Il le sera dorénavant par le pouvoir exécutif local, c'est-à-dire le Premier Ministre - qui déléguera peut-être ses pouvoirs à un membre de son Cabinet - à la suite des propositions qui lui sont faites par le service de l'Inspection du travail. Ce service est composé de fonctionnaires totalement indépendants du pouvoir exécutif. Il peut donc jouer le rôle d'arbitre d'une façon désintéressée, ce qui s'impose dans ce domaine. L'inspecteur du travail fait une enquête; il interroge les représentants des employeurs et les représentants des salariés, c'est-à-dire les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers. Lorsqu'il a recueilli des renseignements, il soumet des propositions à la Commission consultative du travail (je crois qu'il n'y en a qu'une au Togo). Cette commission consultative, au moyen des éléments qui lui sont fournis par l'inspection du travail et de ceux qu'elle est susceptible de se procurer ailleurs, établit un budget type de façon à déterminer le minimum vital, c'est-à-dire la somme qui est nécessaire à un ouvrier célibataire pour vivre d'une façon décente selon le mode de vie qui est le sien. Evidemment, le minimum vital varie suivant les régions, le mode d'alimentation, le coût de production. A Lomé, par exemple, le minimum vital sera plus élevé que dans le Nord, parce que le mode de vie y est différent et les prix plus élevés. C'est en tenant compte, d'une part, de ce minimum vital et, d'autre part, du budget type d'une famille, que l'on fixe le salaire minimum.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : De l'information abondante que vient de fournir le représentant de la France, je dois conclure que la participation des autochtones à l'établissement du salaire minimum est très réduite en ce sens qu'ils ne fournissent que des informations mais ne font partie d'aucune commission paritaire ou autre pour déterminer le salaire minimum. La situation est-elle bien celle-ci?

M. BARGUES (France) : Le représentant de l'Inspection du travail consulte en premier lieu les représentants des syndicats. Ceux-ci sont des autochtones dans la mesure où les membres des syndicats sont eux-mêmes des autochtones.

J'ai oublié de dire que la Commission consultative du travail comprend, si mes souvenirs sont exacts, des représentants de l'Assemblée territoriale et aussi des représentants des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers, de sorte qu'à deux échelons de la procédure, c'est-à-dire à l'échelon préalable, à la phase administrative de la procédure, ce sont les syndicats qui discutent avec le représentant de l'Inspection du travail et, dans la phase de caractère officiel, c'est-à-dire au moment de la consultation de la Commission consultative du travail, les représentants autochtones sont également appelés à participer aux travaux. A deux titres, en tant que représentants de l'Assemblée et en tant que représentants des syndicats, ils sont membres de cette Commission.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Pour rendre la question plus claire, je voudrais demander au représentant de la France si, même avec la contribution de cette Commission consultative, la faculté de décider, en fin de compte, sur le salaire minimum revient aux autorités qu'il a mentionnées et qui ne font pas partie de la Commission consultative, ce qui reviendrait à dire que la participation des autochtones n'est pas décisive mais n'a qu'un but d'information.

M. BARGUES (France) : C'est en effet le pouvoir exécutif qui a la faculté de fixer le salaire minimum. C'est d'ailleurs normal. Il faut que ce soit une autorité impartiale. On ne peut pas laisser fixer les salaires soit par un employeur soit par un employé car, dans le premier cas, ils seront trop bas et, dans le second, ils seront trop élevés. C'est donc actuellement le Gouvernement

qui les fixe. Le représentant du Guatemala s'est préoccupé de savoir si, de cette manière, les autochtones ont la faculté d'intervenir. Je me permettrai de lui faire observer que tous les membres du gouvernement, à l'exception de deux, sont précisément des autochtones.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Nous savons que, si les salaires étaient fixés unilatéralement soit par les employeurs, soit par les employés, les conséquences en seraient fort regrettables; mais nous voulions savoir si les autochtones pouvaient se faire entendre dans les commissions paritaires.

Je n'insisterai pas davantage et passerai à la question suivante. Au paragraphe 60 du document T/L.740, on trouve une suggestion faite par le Conseil de tutelle à sa dix-septième session. Il y est dit :

"A sa dix-septième session, le Conseil de tutelle a suggéré à l'Autorité administrante d'envisager la possibilité d'obtenir de l'Organisation mondiale de la santé et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance une aide supplémentaire et de se préoccuper tout spécialement de réduire la mortalité infantile dans le Territoire."

Nous aimerions entendre le représentant de la France commenter cette suggestion.

M. BARGUES (France) : Des campagnes de lutte contre le paludisme ont déjà été organisées avec le concours de l'Organisation mondiale de la santé. Je ne sais pas où en sont les pourparlers en ce qui concerne l'intervention de cette Organisation et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, pour la lutte contre la mortalité infantile. Peut-être le représentant de l'Organisation mondiale de la santé a-t-il des informations plus récentes que les miennes.

M. TARONA (Organisation mondiale de la santé) (interprétation de l'anglais) : Pour autant que je le sache, nous aidons le Togo sous administration française dans des campagnes antipaludiques et des campagnes de lutte contre le pian. Nous avons également accordé deux bourses de perfectionnement.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Dans le document de travail, nous lisons, au paragraphe 65, page 20, que, "à sa dix-septième session, le Conseil a attiré l'attention de l'Autorité administrante sur l'observation faite par la Mission de visite de 1955 selon laquelle les locaux et le régime des prisons du Territoire, ainsi que celui de son centre de rééducation prêtaient à critique et lui recommandait de faire tout le nécessaire pour apporter à ces institutions les améliorations voulues." Le représentant de la France pourrait-il commenter également la résolution dont il est question ?

M. BARGUES (France) : Je reviens un instant en arrière. Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé a confirmé ce que j'avais dit en ce qui concerne le concours des organismes internationaux dans la lutte contre le paludisme. Mais il a ajouté aussi, ce que je n'avais pas présent à la mémoire, que la campagne a comporté également une lutte contre le pian. Or le représentant du Guatemala citait un passage du document de travail qui se référait à une lutte contre la mortalité infantile. Il est incontestable que la lutte contre le pian et le paludisme apporte une contribution considérable à la réduction de la mortalité infantile, puisque ce sont en grande partie des enfants qui paient un lourd tribut à ces deux maladies.

Pour en revenir à la question qui vient de m'être posée par le représentant du Guatemala, je me permettrai de lui rappeler ce que j'ai indiqué tout à l'heure au représentant de la Birmanie, à savoir que, d'une façon générale, dans les territoires africains, et plus particulièrement au Togo, les assemblées éprouvent une

M. Bargues (France)

certaine répugnance à voter des crédits importants pour la constitution ou l'entretien des locaux pénitentiaires. C'est ce qui s'est produit, en fait, au Togo, et c'est pour cette raison que la Mission de visite a recueilli une impression assez défavorable de certains locaux pénitentiaires. En effet, les crédits étant nécessairement limités et les besoins dans certains domaines - notamment dans le domaine social - étant très grands, l'Assemblée territoriale, à l'époque, a été beaucoup plus poussée à voter des crédits pour des dispensaires, ou des hôpitaux, ou des écoles, plutôt que pour les prisons. Mais, à la suite des remarques qui avaient été faites et qui ont été transmises aux autorités locales, des crédits plus importants - dont je ne connais pas le chiffre exact - ont été inscrits au budget de 1957 qui vient d'être voté par l'Assemblée législative. Je pense que, de cette manière, les locaux pourront être améliorés. Car les mauvaises conditions de vie de certains prisonniers dans les prisons tiennent en grande partie à l'entretien défectueux des locaux. Ce sont des locaux vétustes, comme je l'ai déjà indiqué, et qui souffrent d'un manque d'entretien. L'hygiène en pâtit, évidemment, dans une mesure relativement limitée, cependant, parce que, dans un pays comme le Togo où le climat est généralement très clément, les prisonniers passent le plus clair de leurs journées hors des locaux pénitentiaires.

... M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la France de ce renseignement. Je voudrais, maintenant, poser quelques questions sur le progrès de l'enseignement.

Ma première question a trait aux renseignements que l'on trouve au paragraphe 68, page 21, du document de travail. Les élèves, nous dit-on, qui ont achevé avec succès le cycle d'étude primaire de six années peuvent se présenter à l'examen du certificat d'études primaires. Sur les 3.499 élèves qui se sont présentés à cet examen en 1955, 1.271 l'ont passé avec succès. Les chiffres correspondants pour 1954 étaient de 3.381 et 1.242. Ainsi qu'on peut le constater, il y a eu relativement peu d'élèves qui ont passé l'examen avec succès.

Le représentant de la France pourrait-il nous dire comment ces renseignements peuvent se concilier avec l'observation faite par l'Autorité administrante selon laquelle on redouble d'efforts pour accroître le nombre des élèves dans les écoles

secondaires? Pourquoi y a-t-il relativement peu d'élèves de l'enseignement primaire qui passent le certificat d'études primaires?

M. BARGUES (France) : Je crois qu'une confusion s'est produite dans l'esprit du représentant du Guatemala. Il ne s'agit pas du nombre des élèves qui ont passé le certificat, mais de ceux qui l'ont passé avec succès. En 1954, 3.381 élèves se sont présentés au certificat d'études primaires et 1.242 ont été reçus. L'année suivante, il y a eu 3.499 élèves qui s'y sont présentés, ce qui constituait une augmentation de l'ordre de 5 pour 100, je crois, et 1.271 ont été reçus. On voit donc que la proportion d'élèves reçus par rapport aux élèves qui se sont présentés à l'examen est d'environ un tiers. Mais cette proportion est satisfaisante. Je ne pense pas qu'elle soit supérieure en France. J'entends bien que cette sélection qui se produit à la fin du cycle des études primaires limite le nombre des enfants admis à poursuivre des études secondaires. Mais c'est un phénomène tout naturel. Si l'on devait recevoir tous les élèves à un examen, il ne serait pas besoin de leur faire passer l'examen. La sélection doit se faire dans des conditions comparables à celles qui existent en France, puisque le diplôme est le même que celui qui est délivré dans les écoles de la métropole. Je ne crois pas qu'il soit de bonne politique de diminuer la valeur des diplômes. On a évoqué souvent ce problème ici, non seulement pour le certificat d'études primaires, mais même pour les diplômes de l'enseignement secondaire et supérieur. La politique de la Puissance administrante en matière d'enseignement a toujours consisté à maintenir le niveau des examens à celui qui a fait la réputation, justement, des études dans les écoles françaises. La sélection, évidemment, est assez rigoureuse, mais les résultats sont excellents, parce que les enfants reçus aux examens présentent des capacités qui donnent véritablement de la valeur à cet examen.

La seule concession qu'à mon sens on puisse faire en Afrique, c'est un relèvement des limites d'âge, car il est incontestable que les enfants commencent leurs études parfois plus tard que les enfants de la métropole pour lesquels les limites d'âge avaient été établies. Ils commencent leurs études plus tard pour des raisons qui sont indépendantes de leur volonté. Il faut reconnaître aussi que quelquefois, au début de leur cycle d'études, ils ont des difficultés que n'ont pas leurs camarades métropolitains et que ces difficultés peuvent avoir pour conséquence un allongement du cycle de leurs études. Il est donc parfaitement équitable de relever la limite d'âge imposée. Mais je ne pense pas que l'on doive, par ailleurs, diminuer le niveau même des examens. Or si les renseignements dont je dispose sont exacts, je crois que cette proportion d'un tiers n'est pas mauvaise en soi.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je suis, certes, d'accord avec le représentant de la France quant à l'efficacité des examens. Personnellement, j'estime également qu'ils doivent être stricts pour conserver toute leur valeur. Mais la question qui se pose est de savoir si le nombre des élèves qui ont échoué n'est pas dû, en partie, à un manque d'intérêt pour les études. Le résultat d'un examen peut être attribué aussi bien à son caractère strict qu'à la mauvaise préparation des élèves, ce qui entre dans le cadre de la recommandation instantanée qu'avait adoptée le Conseil en demandant une augmentation du nombre des élèves dans les établissements d'enseignement secondaire. C'est la raison pour laquelle j'avais posé cette question.

Ma question suivante concerne le tableau qui figure au paragraphe 70, page 23, du document T/L.740. Ce tableau indique le nombre d'élèves, garçons et filles, qui ont fréquenté les écoles secondaires au cours des années scolaires 1954-1955 et 1955-1956. On constate que, pendant l'année scolaire 1954-1955, il y avait, dans les écoles publiques, 448 garçons; l'année suivante, leur nombre était passé à 456, soit une augmentation de 8 élèves. Par contre, dans les écoles des missions, les chiffres respectifs, pour 1954-1955 et 1955-1956, étaient de 484 et de 513, soit une augmentation de 29 élèves. L'augmentation du nombre des élèves a donc été plus forte dans les écoles des missions que dans les écoles publiques. En ce qui concerne les filles, les chiffres sont encore plus alarmants.

En 1954-1955, dans les écoles publiques, il y avait 91 filles, mais l'année suivante il y en avait 4 de moins : 87. Par contre, dans les écoles des missions, on enregistre une augmentation. De 1954-1955 à 1955-1956, le nombre des filles est passé de 122 à 158, soit une augmentation de 36. Le représentant de la France peut-il nous donner les raisons de cette situation?

M. BARGUES (France) : Il n'y a là aucune raison particulière. Il s'agit des fluctuations qui se produisent nécessairement dans l'activité des élèves d'une année à l'autre. Je l'ai dit bien souvent : il ne faut pas établir de comparaisons trop étroites entre les statistiques portant sur deux années seulement. Ce qui est important, c'est de suivre l'évolution des phénomènes sur un certain nombre d'années. Il se peut, d'ailleurs, que les missions religieuses aient fait une propagande assez active et réussi à recueillir un certain nombre d'élèves. Il se peut également - ce que j'ignore - que les missions religieuses, ayant terminé des travaux de construction, aient mis en service un certain nombre de classes supplémentaires.

En fait, on peut dire que l'enseignement secondaire progresse lentement, parce qu'il y a d'abord la nécessité de construire des lycées et des collèges, de faire venir des professeurs qui sont, soit des professeurs de l'enseignement de France, soit de jeunes étudiants togolais ayant terminé leurs études. Il faut également, de toute évidence, que l'enseignement primaire se développe de plus en plus. Il est incontestable que l'enseignement secondaire ne peut se développer que dans la mesure où il reçoit des élèves de l'enseignement primaire. Il y a donc là une cascade d'événements. L'enseignement primaire se développe et la répercussion de ce développement se fait sentir sur l'enseignement secondaire, mais avec un décalage inévitable, puisque ce n'est qu'après la dernière année du cycle primaire que l'on entre dans un établissement d'enseignement secondaire.

Je ne pense pas que, dans ces conditions, on puisse dégager des conclusions qui pourraient tendre à faire croire que l'enseignement dans les écoles publiques se développe d'une façon moins satisfaisante que dans les écoles des missions. En fait, les écoles des missions ont un très grand nombre d'élèves. Cela tient à l'effort particulier accompli par les missions, au fait que le gouvernement a dû faire un effort considérable pour l'enseignement primaire, alors qu'il faut bien considérer que les missions étaient installées dans le Territoire avant même l'arrivée de l'Autorité administrante - je parle de l'Autorité française. D'autre

part, peut-être les missions font-elles preuve de plus d'activité dans le recrutement des élèves. Mais ce qui est important, ce n'est pas de savoir si les élèves reçoivent l'instruction dans des écoles religieuses ou dans des écoles publiques qui sont laïques. Ce qui est important, c'est de considérer le nombre total des élèves qui reçoivent l'enseignement. Or ce nombre total augmenté assez sensiblement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La parole est au représentant de l'UNESCO.

M. SALSAMENDI (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) (interprétation de l'espagnol) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de bien vouloir me donner la possibilité de présenter le document T/1304/Add.1 où figurent les observations de l'UNESCO sur le rapport annuel pour 1955 relatif au Territoire sous tutelle du Togo sous administration française.

En premier lieu, je crois utile de souligner certains éléments de ce document. Les efforts réalisés dans le domaine de l'enseignement sont parfaitement satisfaisants et le budget alloué à l'enseignement est le suivant.

Le rapport indique que l'Autorité administrante parvient à réaliser l'universalité de l'enseignement primaire, à former les habitants à la vie publique et à dispenser l'enseignement technique et professionnel indispensable à tout progrès économique.

L'inscription des élèves dans les écoles primaires a atteint 29 pour 100 en 1951 et 39,8 pour 100 en 1955; ce pourcentage continue d'augmenter.

En ce qui concerne l'enseignement des filles, la progression est plus lente, mais elle est également constante.

Des résultats satisfaisants ont été obtenus aux examens d'admission à l'enseignement secondaire. De même, il convient de noter une amélioration du programme des écoles normales et une augmentation du personnel chargé de contrôler l'enseignement.

L'enseignement secondaire se développe, encore que lentement. L'enseignement technique s'est développé plus rapidement, avec de bons résultats. L'Administration encourage des projets concernant l'enseignement de base et l'alphabétisation, ainsi que les activités périscolaires. L'UNESCO note avec intérêt le développement de la recherche scientifique destinée à favoriser, entre autres, le développement économique et social, ainsi que l'organisation d'une exposition d'art indigène et de plusieurs expositions de peinture autochtone et européenne. La presse locale de langue française semble assez développée; les journaux et périodiques cités dans le rapport annuel sont manifestement destinés aux membres de la jeune génération qui ont fréquenté l'école. Pour le moment, il ne semble pas exister de presse en langue vernaculaire. En dehors des salles commerciales de cinéma, on note que les services de l'enseignement du Togo possédaient à l'époque 20 films de 16 mm et 300 à 400 films fixes. L'essor de la radiodiffusion a été plus lent qu'on pouvait le supposer.

Au vu de ces diverses constatations, l'UNESCO estime que les rapports à venir devraient donner davantage de détails sur la répartition du budget de l'instruction publique. L'UNESCO souhaiterait que l'Administration intensifie ses efforts en vue d'atteindre l'équilibre entre les effectifs scolaires de la partie nord du Territoire et ceux de la partie sud et fasse une étude spéciale du rendement scolaire sous ses divers aspects.

L'UNESCO a recommandé que l'on encourageât l'enseignement agricole, facteur de développement des principales ressources économiques du Territoire. Comme par le passé, l'UNESCO suggère que les rapports futurs fournissent des données statistiques sur la répartition des élèves par âge et par classe ainsi que sur le nombre d'élèves qui ne terminent pas le cycle de l'enseignement primaire. Il serait utile de développer les écoles normales, dont le nombre n'a pas augmenté en proportion de l'accroissement de la population scolaire. Il serait utile que les rapports futurs précisent l'importance numérique du personnel scientifique africain et qu'un nombre croissant d'étudiants reçoivent une formation scientifique supérieure. Il serait bon, enfin, que les rapports à venir donnent plus de détails sur le musée de l'Institut français d'Afrique noire et sur le développement des bibliothèques.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A sa dix-septième session, le Conseil de tutelle a recommandé que l'Autorité administrante redouble d'efforts en vue d'améliorer la condition de la femme. Quelle évolution s'est produite dans la condition de la femme ? Comment cette recommandation du Conseil a-t-elle été appliquée ?

M. BARGUES (France) : La condition de la femme doit, en Afrique, être améliorée dans le domaine physique et dans le domaine moral. Mais cette condition, que nous estimons n'être pas entièrement satisfaisante, dépend de vieilles coutumes plusieurs fois centenaires, voire millénaires et contre lesquelles il est évidemment difficile de lutter. J'entends bien que des perturbations ont été apportées, depuis un certain nombre d'années, aux structures sociales africaines. Mais je crois qu'il ne faut pas encourager ces perturbations et les rendre trop brutales car elles risqueraient justement de démolir complètement ces structures sans les remplacer par quelque chose d'aussi solide. Il faut donc, dans ce domaine, procéder avec beaucoup de circonspection.

La polygamie a souvent été signalée ici comme un écueil à l'amélioration de la condition féminine. On peut avoir, sur ce point, une opinion personnelle. On a indiqué aussi dans quelle mesure l'application de la loi Lamine-Gueye encourageait la polygamie. Répondant, d'ailleurs, au représentant de la Birmanie, j'ai rendu compte au Conseil de la mesure récemment prise par le Gouvernement togolais afin de limiter les effets de la loi Lamine-Gueye. Il est incontestable que cette limitation à l'application de la loi Lamine-Gueye pourra avoir une répercussion sur la condition de la femme dans la mesure où cette loi encourageait réellement la pratique de la polygamie.

Au point de vue matériel, l'amélioration du niveau de vie, d'une façon générale, profite à la femme et la libère de plus en plus de la servitude que comporte pour elle l'accomplissement de ses devoirs ménagers. Or, dans ce domaine, on assiste à une amélioration considérable. C'est un problème économique d'ailleurs autant que social. Dans le domaine de l'éducation de base, les femmes ont reçu un enseignement qui leur permet d'accomplir ces devoirs ménagers avec plus de facilité, de prodiguer des soins à leurs enfants selon des méthodes plus modernes.

Sur un plan moral, des droits politiques ont été donnés à la femme. C'est peut-être d'ailleurs le phénomène le plus important, dans ce domaine; car il est incontestable que si la femme était peut-être, dans la vie courante, inférieure à

l'homme, c'était parce qu'il y avait peut-être, dans les coutumes locales, certaines dispositions, très respectées, qui faisaient d'elle une inférieure. Mais c'est aussi parce qu'elle se sentait elle-même inférieure. Il est incontestable que l'octroi à la femme du droit de vote et l'accomplissement par la femme de son devoir politique lui donneront une conscience assez nette, beaucoup plus nette qu'auparavant, qu'elle n'est pas inférieure à l'homme et qu'elle est son égale au moins dans un acte important de la vie, qui est l'accomplissement du devoir politique.

On a souvent évoqué ici le problème de la dot. L'appellation en langue anglaise de cette coutume risque d'ailleurs de lui donner, dans l'esprit de certains de nos collègues, une acception qui n'est pas absolument exacte. On a appelé cela le prix de la mariée. En réalité, ce n'est pas un simple achat de la femme. C'est une coutume qui peut nous paraître humiliante pour la femme, si nous la jugeons selon nos conceptions européennes. En réalité, il faut se rendre compte que c'est exactement la structure familiale en Afrique, où tous les membres d'une famille, hommes et femmes, apportent leur contribution matérielle à la marche du ménage et de l'exploitation agricole ou artisanale familiale. Lorsqu'une jeune fille prend époux et quitte sa famille, évidemment c'est un élément du groupe familial qui disparaît et qui n'apporte plus sa contribution au travail quotidien. Il est normal que le groupe familial en soit dédommagé. C'est la raison pour laquelle le futur mari donne au père une certaine somme d'argent ou un certain nombre d'objets représentant de l'argent. En fait, cette institution a évolué. Elle a subi, d'ailleurs, suivant les cas, une évolution parfois contradictoire. Dans certains milieux, notamment les milieux évolués, vivant dans les villes, la coutume de la dot a tendance, sinon à disparaître, du moins à prendre un caractère symbolique; c'est-à-dire que le jeune fiancé ne donne plus qu'un cadeau aux parents de la jeune fille, ce qui représente une valeur extrêmement faible. Par contre, dans d'autres milieux, moins évolués, notamment les milieux ruraux, où le niveau de vie de l'autochtone s'est considérablement développé, où il se trouve détenteur de capitaux plus importants qu'autrefois, il y a eu des exagérations. Il est incontestable que des hommes d'un certain âge, ayant recueilli le fruit de leur travail et peut-être celui d'un capital antérieurement amassé ont eu la possibilité de disposer de capitaux; comme ils désiraient évidemment de jeunes femmes, ils ont acheté (et là il s'agissait véritablement, sur le plan moral, d'un achat) un certain nombre de femmes, ce qui a privé les jeunes gens

GT/AVH

T/PV.781
- 44/45 -

M. Barges (France)

de femmes de leur âge, a provoqué des troubles sociaux et aurait pu risquer d'entraver l'accroissement de la population. En fait, il suffit de consulter les statistiques pour voir qu'il n'en a rien été.

M. BARGUES (France)

Des dispositions concernant la pratique de la dot existent précisément. Je ne les rappellerai pas mais je dirai qu'elles découlent d'un décret du 14 sep 14 septembre 1951. L'économie générale de ce décret réside dans une réglementation de la pratique et du montant de la dot.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En posant ma question, je voulais savoir s'il était intervenu des modifications, sur le plan pratique, depuis la session du Conseil, à la suite de mesures législatives ou autres qu'aurait pu prendre l'Autorité administrante. Il est certain que l'octroi aux femmes de droit de vote représente un pas important dans la voie du progrès. Malheureusement, ni les hommes ni les femmes n'ont eu, dans le Territoire, la possibilité d'exercer ce droit. C'est pourquoi, en posant ma question au représentant de la France, je voulais savoir si l'on a constaté une évolution de la situation de fait pour les femmes. Je serais ravi d'obtenir une réponse brève sur ce point précis, mais je n'insisterai pas.

M. BARGUES (France) : Je vais donner au représentant de l'Union soviétique une réponse très brève : il est impossible, en quelques mois, de modifier la condition de la femme qui résulte de coutumes et de traditions datant de plusieurs siècles.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dans le paragraphe 57 du document de travail, il est parlé d'une amélioration des services sanitaires et d'une augmentation du nombre des hôpitaux. Nous constatons que cette augmentation a porté avant tout sur les hôpitaux auxiliaires. Le représentant de la France pourrait-il nous expliquer ce terme d'"hôpitaux auxiliaires"?

M. BARGUES (France) : Sur le plan technique, c'est-à-dire du point de vue du traitement des malades, il n'y a pas de différence entre un hôpital auxiliaire et un hôpital général. Seul le mode de gestion est différent. On peut dire que cette appellation découle uniquement de règles de comptabilité. Le mode de gestion de l'hôpital général est différent, car autrefois cet hôpital appartenait à l'Etat français. Il avait été créé sur les fonds de la métropole, à une époque déjà ancienne, et il a été géré jusqu'à présent par des éléments métropolitains. En réalité, la règle avait été fixée par analogie avec celle qui était en vigueur dans d'autres territoires, pour des hôpitaux beaucoup plus anciens

que celui de Lomé, dont les bâtiments sont modernes. Mais ces bâtiments modernes ont hérité des règles de gestion de l'ancien hôpital.

Ce nom d'hôpital général provient du fait que cet hôpital était géré - en ce qui concerne, du moins, le personnel de direction - par des fonctionnaires qui n'étaient pas particuliers au Territoire.

Mais, je le répète, en ce qui concerne le traitement des malades ou le remboursement des frais d'hôpital, il n'y a pas de différence entre l'hôpital général et les hôpitaux auxiliaires. Cependant, l'hôpital général est beaucoup plus important que les hôpitaux auxiliaires, car le premier se trouve à Lomé alors que les autres sont des hôpitaux de province.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les hôpitaux (hôpital général et hôpitaux auxiliaires) sont donc au nombre de 14 dans le Territoire. Je voudrais savoir combien il y en a dans le Nord.

M. BARGUES (France) : On trouve, à la page 340 du rapport, une carte des circonscriptions médicales et des formations sanitaires. Comme je l'ai indiqué, l'hôpital général se trouve à Lomé. On trouve des hôpitaux auxiliaires et des postes médicaux à Lomé, à Anecho, à Vogan, à Tsévié. Dans le Nord, il en existe à Dapango, à Sansanné-Mango, à Pagouda, à Kouméa, à Lama-Kara, à Bassari, et à Sokodé.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne manquerai pas de compter ces hôpitaux sur la carte et je me réserve d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

J'ai une dernière question à poser en ce qui concerne la santé publique. Nous trouvons, dans le document de travail, deux catégories de diplômes pour le personnel médical, à savoir les diplômes d'Etat et les diplômes locaux. Nous voudrions savoir quelle est la différence entre ces deux catégories, en particulier en ce qui concerne la formation du personnel, ainsi que le champ d'activité et le salaire des personnes appartenant à l'une et l'autre catégories.

M. BARGUES (France) : Le diplôme d'Etat est décerné par des universités ou des écoles françaises, c'est-à-dire soit par des écoles de la métropole, soit par des écoles qui, en Afrique, sont organisées selon le type européen. Les diplômes locaux sont décernés par des institutions situées dans le Territoire ou dans les territoires africains voisins et qui, en général, sont d'un niveau inférieur aux établissements d'Etat.

Il serait difficile et sans doute fastidieux d'énumérer les actes que peuvent respectivement accomplir les diplômés d'Etat et les diplômés locaux. Je dirai simplement qu'un docteur en médecine, par exemple, peut accomplir tous les actes médicaux et chirurgicaux, alors que le médecin africain, c'est-à-dire le médecin diplômé de l'Ecole de Dakar, ne peut accomplir qu'une partie de ces actes, comme par exemple la petite chirurgie, et doit, dans certains cas, ne travailler que comme assistant d'un titulaire d'un diplôme de médecine.

Il en est de même pour les pharmaciens qui n'ont pas la faculté de tenir une officine et dont les attributions sont également limitées en ce qui concerne la manipulation de certains toxiques. La situation est la même pour les sages-femmes diplômées d'Etat ou diplômées locales. On appelle "diplômées locales" les sages-femmes de l'Ecole de Dakar; cette appellation n'est peut-être pas excellente.

Il est évident que la rémunération varie suivant, non pas le diplôme, mais le cadre administratif auquel appartient le fonctionnaire. Or, pour avoir accès à certains cadres administratifs, il faut posséder un diplôme d'Etat de docteur en médecine, de pharmacien, de sage-femme, d'infirmier ou d'infirmière. Pour avoir accès à certains autres cadres, qui sont généralement des cadres locaux, il suffit de posséder le diplôme local.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Lorsque j'ai posé ma question, je voulais obtenir des précisions sur la différence portant sur des spécialistes de catégories tout à fait similaires. Le représentant de la France m'a expliqué quelle était la différence entre les techniciens n'ayant pas la même compétence, par exemple un docteur en médecine européen et un docteur africain.

En ce qui concerne les sages-femmes, je remarque qu'il n'y en a qu'une qui soit diplômée d'Etat pour tout le Territoire et qu'il y a vingt-neuf diplômées locales. Je voudrais savoir quelle est la situation : Est-ce qu'on interdit aux sages-femmes diplômées locales d'effectuer un accouchement? Après tout, il y a vingt-neuf sages-femmes qui remplissent des fonctions déterminées. Je ne vois pas comment on peut faire la différence entre les sages-femmes diplômées d'Etat et les sages-femmes diplômées locales. Le représentant de la France peut-il me dire quels sont leurs droits respectifs, quelle est la différence des salaires, etc.?

M. BARGUES (France) : Le représentant de l'Union soviétique m'excusera si je n'ai pas, sur l'exercice de l'art de la sage-femme, des compétences techniques très étendues. Je dirai cependant qu'il y a des différences et que tous les accouchements ne se présentent pas de la même manière. Si l'on peut permettre à une sage-femme locale de procéder à un accouchement dans des conditions normales, on lui impose de recourir à un médecin dans le cas d'accouchements particulièrement difficiles. On a jugé nécessaire, en raison du nombre de parturientes qui sont traitées à l'hôpital général de Lomé, d'y affecter une sage-femme diplômée d'Etat.

M. Bargues (France)

Mais dans la brousse, où les conditions sont différentes, les sages-femmes ne peuvent pas accomplir certains actes et doivent recourir aux médecins.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Des explications que je viens d'entendre, je crois pouvoir conclure que, dans le Territoire, les soins sont essentiellement donnés par des personnes non qualifiées, en particulier pour ce qui est des sages-femmes. En effet, il y a une différence substantielle, puisque c'est une différence de formation. Il y a vingt-neuf sages-femmes qui s'acquittent de l'essentiel du travail dans ce domaine et qui ne semblent pas avoir les qualifications requises. Il en va de même pour les infirmières et même pour les infirmiers. En effet, il suffit de voir le rapport qui existe entre les chiffres : deux diplômés d'Etat contre 240 diplômés locaux. On ne peut donc que conclure que les soins médicaux donnés par du personnel secondaire sont inférieurs au minimum.

M. BARGUES (France) : Je n'ai jamais eu l'occasion d'avoir recours aux soins d'une sage-femme; par contre, j'ai été soigné par des médecins africains et je dois dire que j'ai pu apprécier leur compétence. Je regrette l'appréciation peu élogieuse que porte sur eux le représentant de l'Union soviétique. En réalité - on l'a dit maintes fois ici - les médecins, les pharmaciens et les sages-femmes de l'Ecole de Dakar (c'est ce qu'on entend par médecins, pharmaciens ou sages-femmes, africains ou locaux) ont donné d'innombrables preuves de leur compétence et de leur dévouement. Seulement, ils ne possèdent pas le diplôme d'Etat. Leur formation répondait à un certain stade de l'évolution du Territoire, au stade au cours duquel on donnait notamment la priorité à la médecine préventive et à la médecine de masse sur la médecine individuelle, la médecine de soins. Actuellement, comme je l'ai dit, les diplômes africains sont supprimés. On ne forme plus que des diplômés d'Etat. Les diplômés locaux disparaîtront donc soit par extinction lorsqu'ils arriveront à l'âge de la retraite, soit parce qu'ils acquerront le diplôme d'Etat. En effet, des dispositions spéciales ont été prises pour leur permettre d'accomplir un cycle complémentaire d'études grâce auquel ils pourront devenir médecins, pharmaciens ou sages-femmes dans les mêmes conditions que leurs camarades qui ont acquis le diplôme d'Etat, le seul existant aujourd'hui.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je regrette beaucoup que le représentant de la France juge le personnel médical sur une expérience personnelle. Mais, s'il a une opinion si haute des médecins africains auxquels il s'est personnellement adressé, je dois en conclure qu'il y a, dans le Territoire, une discrimination raciale pour ce qui est du personnel médical. En effet, si les médecins africains sont très compétents et si, cependant, ils sont placés dans une situation inférieure à celle des médecins européens, la conclusion est qu'il y a discrimination raciale.

M. BARGUES (France) : Les diplômés d'Etat ne sont pas obligatoirement des Européens ni les diplômés de l'Ecole de Dakar des Africains. Les facultés et universités qui délivrent le diplôme de docteur en médecine et les autres diplômes d'Etat sont ouvertes à tous et, en fait, il y a des Africains qui en suivent les cours, il y en a même beaucoup. Je ne parle plus, évidemment, du diplôme africain puisqu'il n'est plus délivré aujourd'hui. Il n'y a donc pas de discrimination raciale. Il existe ce qui existait il y a quelques années dans certains pays occidentaux, en Angleterre et en France en particulier - cela n'a peut-être jamais existé en Russie, mais la Russie de l'époque avait peut-être des possibilités d'enseignement que n'avaient pas les pays de l'Europe occidentale - où nous avons des docteurs en médecine et des officiers de santé, des pharmaciens de première et de deuxième classe, des sages-femmes de première et de deuxième classe. On s'en est d'ailleurs contenté pendant fort longtemps. Cela correspondait à un certain stade de l'évolution. C'est maintenant du passé. De la même manière qu'on ne forme plus, en France, d'officiers de santé ni de pharmaciens de deuxième classe, on ne forme plus de médecins ni de pharmaciens africains en Afrique.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le représentant de la France des explications qu'il a bien voulu me donner. Je retiens particulièrement cette partie de ses explications où il a dit qu'il n'y a plus deux catégories de diplômés : les diplômés d'Etat et les diplômés locaux. Mais je comprends encore moins pourquoi cette division figure dans les statistiques qui nous sont fournies. Personnellement, j'incline à voir ici un reste de discrimination, qui n'est peut-être pas une discrimination raciale, mais qui n'est cependant pas compatible avec les objectifs du système de tutelle.

M. BARGUES (France) : Il existe une discrimination parce que les fonctions exercées sont différentes. Il existe une discrimination comme il en existe une dans une gare, entre le chef de gare et l'homme d'équipe.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je suis particulièrement reconnaissant au représentant de la France de faire cette différence. Il pourrait me rappeler qu'il existe une différence entre un médecin diplômé et un rebouteux qui travaillait dans le Territoire il y a cent ans et qui, peut-être, pratique encore la médecine dans le Territoire. Ce que j'ai demandé, c'est la différence existant entre un diplôme d'Etat pour un infirmier, une infirmière, un pharmacien et un diplôme local. Or le représentant de la France compare des catégories et des situations entièrement différentes, des postes occupés par tel ou tel fonctionnaire de l'administration. Je comprends fort bien qu'il y a une différence entre le gouverneur, le représentant spécial de la France dans le Territoire et un simple agriculteur, un berger ou un homme qui parcourt des milliers de kilomètres, du nord au sud, pour trouver un travail saisonnier. Evidemment, cette différence existe.

La question que je voudrais maintenant poser concerne la liberté de la presse dans le Territoire. Je voudrais savoir, si possible, combien de journaux sont publiés en langue locale et si le droit de publier des journaux a été octroyé aux partis d'opposition. Quel est le nombre de journaux effectivement publiés?

M. BARGUES (France) : Tout le monde a le droit de publier des journaux. Ce n'est pas un droit qui est accordé nommément à un individu ou spécifiquement pour la publication d'un organe de presse. C'est un droit que possède tout le monde, conformément à la loi générale. C'est d'ailleurs, je le rappelle une fois de plus, la loi métropolitaine du 29 juillet 1881, qui a été rendue applicable au Togo et qui le demeure.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les données que j'ai demandées ne m'ont pas été fournies. Ma question portait sur le nombre des journaux publiés en langue locale, ainsi que sur celui des journaux qui sont publiés par les partis d'opposition.

M. BARGUES (France) : Il y a douze journaux. Ils sont publiés avec une périodicité plus ou moins régulière. Ils figurent à la page 169 du rapport. Je n'en connais pas de nouveaux et je ne sais pas en quelle langue ils sont publiés. Certains le sont en français; d'autres comportent des pages en certaines langues vernaculaires.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie le représentant de la France de cette précision. Je voudrais maintenant poser une question à propos des éclaircissements qui ont été données par le représentant de l'UNESCO et qui, comme on l'a souligné, ne sont pas très élogieux. Je voudrais savoir quelle place est réservée aux émissions radiophoniques dans les langues locales.

M. BARGUES (France) : Je ne dispose pas de documents me permettant de répondre de façon précise à cette question, mais je pourrai demander des renseignements à Lomé afin de pouvoir répondre au représentant de l'Union soviétique.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je suis très reconnaissant au représentant de la France de ses bonnes intentions qui, je l'espère, se traduiront par les renseignements que j'ai demandés.

Je voudrais revenir à la question qui a été soulevée par le représentant du Guatemala à propos de l'instruction publique. On sait que le représentant de la France s'est montré très élogieux en disant que 70 pour 100 des élèves ne terminent pas leurs études primaires. Il a ajouté que l'Autorité administrative fait tout ce qui est nécessaire pour maintenir la qualité de l'enseignement. Bien entendu, nous ne voudrions pas penser que, de cette façon, on retarde artificiellement le développement de l'enseignement secondaire. Mais j'estime qu'il convient d'attirer l'attention sur le fait suivant : je partage l'opinion du représentant du Guatemala, à savoir que personne ne poserait la question de l'abaissement du niveau et des conditions requises des élèves qui passent les examens, mais je crois que la question qui doit se poser est celle du jugement qu'il faut porter sur le niveau de l'enseignement lui-même. Une telle situation n'est-elle pas le fait d'un très mauvais niveau de l'enseignement? N'est-ce pas là une preuve que l'enseignement dans le Territoire est confié à

M. Lobanov (URSS)

des professeurs ou des maîtres non qualifiés qui sont en majorité sous l'autorité des missions religieuses? N'est-ce pas là le résultat de l'absence d'un contrôle sur le processus de l'enseignement des enfants?

Si l'Autorité administrante tient seulement à ce que personne dans le Territoire ne reçoive un diplôme sans remplir les conditions requises, c'est très bien, mais cela ne suffit pas. L'Autorité administrante, à mon sens, doit prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer un niveau d'enseignement offrant la possibilité à la majorité des élèves de suivre des études primaires complètes.

Tout ce que je viens de dire concerne la question soulevée par le représentant du Guatemala. J'ai cru bon de faire connaître mon opinion à cet égard.

Je voudrais maintenant poser la question suivante. On sait que, dans le Territoire, un tiers environ des élèves d'âge scolaire fréquentent les écoles primaires. Sur ce nombre, un tiers seulement des élèves reçoivent un diplôme sanctionnant la fin de leurs études primaires. En d'autres termes, 10 pour 100 seulement des élèves bénéficient d'un enseignement primaire complet. On peut se demander comment l'Autorité administrante envisage de mettre en œuvre la recommandation du Conseil de tutelle tendant à ce que, dans l'avenir le plus proche possible, le Territoire dispose d'un nombre suffisant d'écoles pour que l'enseignement primaire puisse être universel et obligatoire. Nous croyons comprendre, à cet égard, qu'un tel genre d'enseignement sera obtenu uniquement dans le cas où tous les enfants - tout au moins l'immense majorité des enfants en bonne santé - recevront un enseignement primaire complet, c'est-à-dire qu'ils passeront les examens que 10 pour 100 seulement des élèves passent actuellement.

M. BARGUES (France) : Revenant un instant en arrière, je dirai que je suis en désaccord total avec le représentant de l'Union soviétique, à moins qu'il ne puisse m'indiquer une recette grâce à laquelle tous les enfants recevant l'enseignement et se présentant à un examen y seront reçus. Jusqu'à présent, nous n'en connaissons pas en France. C'est précisément ce qui fait la valeur de la sélection des examens. Si tous ceux qui se présentent à un examen y étaient reçus, je crois que le plus simple serait de supprimer les examens.

En ce qui concerne la nécessité de développer l'enseignement primaire, je crois que tout le monde est d'accord sur ce point. Les efforts accomplis par la Puissance administrante le montrent amplement. Mais il y a tout de même le domaine du possible et celui de l'impossible. Ce qui est important, c'est de se rendre compte des progrès accomplis. C'est également de voir dans quelles conditions est donné l'enseignement. Or, contrairement à ce qu'indique le représentant de l'Union soviétique, les appréciations de l'UNESCO, qui figurent dans le document T/1304/Add.1, sont généralement élogieuses. Je pense que le représentant de l'UNESCO ne me contredira pas. Je cite les observations de l'UNESCO :

"Le rapport signale quelques changements importants. Les objectifs de l'Administration ... sont les suivants : distribution d'une instruction élémentaire à tous les enfants d'âge scolaire (dans l'immédiat : scolarisation des filles et du Nord-Togo) ..."

Ce sont là, en effet, les deux problèmes les plus immédiats.

"... formation des élites : cadres dirigeants de la société togolaise; orientation vers les activités artisanales et professionnelles en vue d'un mieux être de la population. Les faits cités dans le rapport montrent que des progrès ont été réalisés sur chacun de ces points." (T/1304/Add.1, par. 4)

Or je crois qu'il n'est de meilleur juge ni de plus impartial que l'UNESCO. Je me réfère donc à cette appréciation et je pense que la Puissance administrante doit être encouragée à persévérer dans la voie où elle s'est engagée.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il est difficile, certes, de se rallier à la notion de l'enseignement primaire que nous expose le représentant de la France. Mais, bien entendu, c'est son affaire. Pour moi, l'immense majorité de la population, dans n'importe quel territoire ou dans n'importe quel pays, peut, si l'enseignement est bien organisé, terminer, non seulement l'enseignement primaire, mais également l'enseignement secondaire et supérieur. C'est un fait incontestable. Il s'agit uniquement d'une question d'organisation. Recevoir l'enseignement primaire n'est pas le privilège d'une élite intellectuelle. Il n'est nul besoin d'avoir pour cela des dons exceptionnels. Il suffit d'un enseignement bien organisé et d'un travail d'éducation. Si les élèves - ou une partie des élèves - ne comprennent pas l'importance de l'instruction, c'est moins en raison de leur manque d'intelligence que d'un défaut d'organisation de l'instruction publique et du travail d'éducation, ainsi que d'un enseignement insuffisant. Nous estimons donc qu'imposer l'enseignement primaire obligatoire est une tâche qui peut être accomplie. Mais pour qu'elle le soit, il ne suffit pas d'établir, par un arrêté, certaines limites d'instruction. Il faut, avant tout, disposer du personnel nécessaire. Il faut, ensuite, avoir les cadres indispensables pour contrôler journalièrement la façon dont est dispensé l'enseignement.

Le représentant de la France a eu tort, à notre sens, de citer les déclarations de l'UNESCO, puisque nous venons précisément d'entendre dire que les renseignements relatifs à la qualité de l'instruction dans le Territoire et, en particulier, à la répartition des enfants par classes, n'avaient été fournis ni à l'UNESCO ni au Conseil de tutelle. Si l'Autorité administrante estime que sa tâche, en ce qui concerne l'instruction primaire obligatoire, consiste simplement à veiller à ce que les enfants du Territoire fréquentent l'école pendant un ou deux semestres pour oublier ensuite tout ce qu'ils ont appris, alors les notions que nous avons de la valeur de l'instruction sont, non seulement différentes, mais incompatibles. Nous estimons que c'est l'instruction primaire qui permet à ceux qui l'ont reçue d'accéder à un minimum de connaissances scientifiques et pratiques qui pourront leur être utiles dans la vie. Mais si l'on ramène la conception de l'enseignement primaire au fait de permettre à un enfant de suivre, pendant un ou deux semestres, les cours d'une école quelconque, où il n'apprend rien et où

il reçoit un enseignement qui ne facilitera en rien son développement et ses études ultérieures, c'est là une méthode que n'envisage certainement pas la recommandation du Conseil de tutelle. Telle est notre opinion quant au fond du problème que nous discutons.

Je passe à ma question suivante. Quelle est la place prise dans le système de l'instruction publique par l'enseignement en langue vernaculaire? Dans combien d'écoles la langue vernaculaire est-elle utilisée pour l'instruction, en tant que langue d'enseignement et non pas en tant que langue supplémentaire comme c'est le cas pour les langues étrangères dans d'autres Territoires?

M. BARGUES (France) : Comme il est indiqué à la page 218 du rapport de l'Autorité administrante, l'enseignement est donné en langue française.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma dernière question dans le domaine de l'enseignement est la suivante : Comme on le sait, le Conseil de tutelle a recommandé aux Autorités administrantes d'utiliser les bourses offertes par les Etats Membres des Nations Unies pour des étudiants originaires des Territoires sous tutelle. J'aimerais savoir combien d'autochtones du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française ont pu bénéficier de ces bourses. Je m'excuse de répéter cette question. Je l'ai déjà posée pour d'autres Territoires. Mais, étant donné que nous discutons la mise en application d'une résolution de l'Assemblée générale, j'ai jugé utile de la poser également pour le Togo sous administration française.

M. BARGUES (France) : A ma connaissance, il n'y a pas d'étudiants du Togo ayant bénéficié des bourses auxquelles fait allusion le représentant de l'Union soviétique.

M. SALOMON (Haïti) : Etant donné l'heure tardive, je serai très bref. D'ailleurs, grâce aux questions qui ont été posées par les membres du Conseil qui ont pris la parole avant moi, le représentant de la France a répondu par avance à presque toutes les questions que j'avais l'intention de lui poser. Il ne m'en reste que deux. La première concerne la condition de la femme, du moins un aspect de la condition de la femme qui n'a pas encore été évoqué. Le rapport de l'Autorité administrante signale que des mesures ont été édictées, limitant les charges à transporter par les femmes. Le représentant de la France pourrait-il me dire si d'autres moyens de transport, notamment le transport par traction animale, connaissent actuellement une certaine extension dans le Territoire.

M. BARGUES (France) : Assez peu, je dois le dire. Il convient d'indiquer tout d'abord que ces dispositions légales sont d'une application extrêmement difficile. Il est incontestable que lorsque les agents de la force publique constatent des infractions, ils doivent les sanctionner; et je pense qu'ils le font dans la majorité des cas; je ne suis pas certain qu'ils le feraient dans la totalité des cas, étant donné qu'il est extrêmement difficile de lutter avec brutalité et d'arriver à des résultats très rapides dans ce domaine qui touche à des coutumes extrêmement anciennes. Nous trouvons qu'il est non seulement pénible mais humiliant pour une femme de porter de très lourds fardeaux, dans la mesure où son mari ne partage pas cette peine, mais que ce sentiment d'humiliation est beaucoup moins ressenti par la femme elle-même que par nous et que, lorsque nous avons à appliquer des mesures du genre de celle qui a été prise par l'Autorité administrante, nous nous heurtons à une résistance non seulement de la part de ceux qui sont appelés à faire appliquer cette réglementation, mais aussi de la part des victimes que nous voulons soulager.

Il y a évidemment une solution plus absolue, que vient de signaler fort opportunément le représentant d'Haïti, qui consiste à développer l'élevage et l'usage des animaux de bât ou de trait. En réalité, là aussi, nous nous heurtons, et pour les raisons que j'ai eu l'occasion d'indiquer tout à l'heure, à des coutumes auxquelles les indigènes sont très attachés. Si, dans certaines régions, dans le Nord en particulier, on élève des boeufs, que l'on appelle des boeufs-trotteurs, parce qu'ils trottinent et sont habitués à porter des fardeaux, éventuellement une personne humaine, quand on va dans le Sud on constate que cette pratique n'existe pas. Elle peut être développée, mais on sait aussi que les Africains, qui ne sont pas traditionnellement habitués à élever des animaux, se mettent assez malaisément et assez lentement à cette pratique, qui est nouvelle pour eux.

Par contre, il est un mode de transport qui a auprès des autochtones un très grand succès et qui, incontestablement, depuis une vingtaine d'années, a apporté un allègement très sensible à l'obligation de l'Africain et, surtout, de l'Africaine, de transporter sur sa tête des colis quelquefois lourds. Ce sont les transports en commun à traction mécanique, le chemin de fer, et, surtout, l'automobile. Il est indéniable que, maintenant, le Togo est sillonné par des lignes d'autobus, d'autocars, de camions plus ou moins aménagés pour le transport des passagers, que ces formes de locomotion ont auprès du Togolais un succès très grand et que les

femmes y voient un avantage considérable. On peut voir maintenant ce qui n'existait pas autrefois : ce spectacle de très nombreuses femmes qui, ayant à parcourir des distances qui ne sont pas d'ailleurs toujours très grandes, dans le cas notamment de transports urbains, prennent très volontiers l'autobus ou l'autocar, d'abord pour éviter de marcher, mais aussi et surtout, pour éviter d'avoir à porter un fardeau souvent très lourd.

M. SALOMON (Haïti) : Ma question suivante concerne l'enseignement. Le représentant de la France pourrait-il dire quelle part est faite à l'enseignement agricole dans le Territoire?

M. BARGUES (France) : La question qui vient de m'être posée par le représentant d'Haïti touche, je dois l'avouer très honnêtement, à un point faible de l'organisation de l'enseignement au Togo. On peut reconnaître, que, dans un pays dont l'économie est basée presque exclusivement sur l'agriculture, il aurait été utile et même nécessaire d'avoir des écoles de formation agricole. En réalité, il n'y a pas d'établissement d'enseignement agricole régulier. Simplement, le service d'agriculture fait effectuer des stages à des jeunes gens pour leur permettre d'affronter les épreuves du concours d'accès aux carrières agricoles. Je parle de la formation du personnel subalterne local car il est évident que, pour les échelons supérieurs de l'Administration, les écoles existent; elles n'existent pas dans le Territoire mais elles existent soit en Afrique Occidentale soit dans la métropole et des étudiants togolais ont été orientés vers ces études qui leur permettent d'accéder aux cadres supérieurs, c'est-à-dire au grade d'ingénieur des travaux agricoles. Mais là, il y a incontestablement une insuffisance des services de l'enseignement. Elle a été, d'ailleurs, signalée par le Conseil de tutelle et portée à l'attention de l'Autorité administrante qui, j'en suis certain, ne manquera pas, dans l'avenir, d'y consacrer tous ses soins.

M. MUFTI (Syrie) : Ma première question porte sur le domaine sanitaire. D'après les statistiques et informations fournies par l'Autorité administrante, il est facile de constater que le paludisme est l'une des maladies principales dans le Territoire. Plus de 146.000 cas sont signalés pour l'année 1955; à ce chiffre viennent s'ajouter quelque 13.000 autres cas pouvant être classés sous la même rubrique. Cette maladie par ailleurs cause le plus grand nombre de décès dans le Territoire. Page 194 du rapport annuel il est dit que la campagne

antipaludique commencée au Togo en 1953 a triplé d'importance au cours de l'année 1955. Ma délégation voudrait savoir comment l'importance triplée de cette campagne s'est manifestée dans les divers domaines du personnel, de l'équipement et des moyens financiers.

M. BARGUES (France) : La lutte contre le paludisme fait l'objet d'une triple action. Elle fait tout d'abord l'objet d'une lutte antilarvaire, par les moyens classiques : recherche et destruction des gîtes naturels et des moustiques; épandage de produits insecticides (DDT par exemple) dans un liquide huileux sur les eaux, particulièrement les eaux stagnantes, et notamment la lagune; comblement partiel de certaines lagunes (en particulier une partie de la lagune de Lomé a été comblée par les ordures de la ville et la terre qui a été prise sur un plateau voisin).

La deuxième action consiste en des pulvérisations avec des insecticides de contact modernes comme le DDT et le HCH. C'est surtout dans la zone côtière que cette action s'est étendue, et ceci pour deux raisons. D'abord, parce que la densité de la population est particulièrement forte dans cette zone; ensuite, parce que c'est une des régions les plus contaminées par le paludisme, notamment la zone comprise entre la lagune de Lomé et la frontière du Ghana, qui a été traitée au DDT. On a pulvérisé 2.484.000 mètres carrés, ce qui représente l'habitat de plus de 33.000 personnes. Le problème est en réalité assez délicat dans une région comme la Basse-côte, car les habitations sont faites de matériaux très légers et sommaires. Il est facile de pulvériser efficacement des insecticides dans des maisons construites en matériaux durs, mais c'est beaucoup plus délicat pour des paillotes légères.

La troisième action est chimiothérapique et n'avait pas été pratiquée systématiquement au Togo jusqu'à une époque récente. On pensait en effet que la pulvérisation et la lutte antilarvaire par pétrolage ou pulvérisation de DDT sur les eaux stagnantes étaient suffisantes. On s'est aperçu à une époque toute récente que les enfants - ces constatations ont été faites dans les écoles - étaient des réservoirs de virus et qu'il fallait donc les soumettre à un traitement chimiothérapique. On a fait des distributions gratuites d'antipaludiques synthétiques. Le résultat de cette action est qu'à Lomé, l'anophélisme a pratiquement disparu. Je ne dis pas que le paludisme a disparu, car il faut évidemment un certain nombre d'années. Mais la pullulation des moustiques anophèles a été vaincue. En 1956, par exemple, les équipes de dépistage et de traitement qui passaient dans les habitations n'ont découvert que 3 gîtes larvaires dans l'agglomération de Lomé, alors qu'il y a quelques années on en avait découvert des milliers. D'autre part, les sondages qui ont été effectués parmi la population et notamment parmi les enfants - car, comme je le disais tout à l'heure, ce sont surtout les enfants qui constituent des réservoirs à virus - ont permis de constater, en 1956, que dans le périmètre urbain de Lomé, 2 pour 100 seulement des enfants ayant fait l'objet d'un examen étaient atteints de paludisme, alors que l'on avait établi des index, avant cette campagne antipalustre, qui indiquaient une proportion d'enfants contaminés atteignant 35 pour 100. Il y a donc, incontestablement, une amélioration très nette.

Je viens de parler de la zone de Lomé. Dans les zones rurales, la lutte antipaludique a été menée par des pulvérisations domiciliaires de DDT, surtout dans la région de Vogon, jusqu'à la frontière du Dahomey, d'une part, et jusqu'à la frontière du Ghana, de l'autre, de façon à créer une zone protégée tout le long du littoral, sur 25 km de profondeur. La population directement protégée est de l'ordre 137.000 habitants, Le nombre d'habitations traitées s'élève à 72.000. Les index plasmodiques, qui étaient de 35 pour 100, et de 40 pour 100, sont tombés à 7 1/2 et 8 pour 100. Les résultats ont donc été extrêmement réconfortants.

Je viens de citer les chiffres concernant 1955. En 1956, la campagne s'est poursuivie et a intéressé plus de 100.000 habitants de la région de Tabligbo.

Tels sont donc les renseignements que je pouvais donner au Conseil en ce qui concerne la triple action entreprise par les services de santé. Il m'est très difficile de dire si la campagne a réellement triplé en importance. Il faudrait peut-être prendre le nombre d'habitants traités en 1954 et en 1955 pour en juger. Selon les chiffres dont je dispose, la campagne n'a pas véritablement triplé, pas plus qu'entre 1955 et 1956. Je ne saurais dire sur quelles données s'est fondé le rédacteur du rapport pour indiquer que la campagne a triplé en importance. Ce que je puis dire, c'est qu'elle s'est poursuivie en s'intensifiant.

M. MUFTI (Syrie) : En ce qui concerne la même question, ma délégation voudrait savoir, si possible, le nombre de cas de paludisme contractés à Lomé parmi la population infantile autochtone.

M. BARGUES (France) : Il est difficile d'indiquer le nombre d'enfants ayant contracté le paludisme à Lomé. Ce qu'il est possible de voir, au cours d'opérations de prospection, c'est le nombre d'enfants présentant des signes actifs de paludisme, car au cours d'une de ses phases, la maladie n'est pas décelable, surtout lorsque le sujet a été soumis à la chimiothérapie.

Comme je l'ai indiqué, on a fait des sondages portant sur un certain nombre d'enfants. On a constaté que 2 pour 100 de ces enfants ont donné des signes de paludisme confirmé. Peut-être ces enfants avaient-ils d'ailleurs contracté la maladie depuis de longues années, voire même à leur naissance, et ailleurs qu'à Lomé. De sorte que l'on ne peut pas envisager des conclusions sur l'index spécial de contamination à Lomé. D'autre part, peut-être d'autres enfants ont-ils le paludisme mais en sont-ils à une phase qui ne permet pas dans déceler l'existence dans l'organisme.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 195 du rapport, il est dit que "la lutte antipaludique a été menée en zone rurale par la pulvérisation domiciliaire de DDT, à l'exclusion d'autres méthodes". Ma délégation voudrait savoir pourquoi ces autres méthodes n'ont pas été également employées dans la zone rurale.

M. BARGUES (France) : Pour deux raisons : d'abord, de façon générale, on n'emploie la chimiothérapie que lorsque la densité de la population est assez forte; d'autre part, parce que cette méthode exige des crédits considérables et que l'on a voulu procéder progressivement. On a donc pensé que la pulvérisation domiciliaire était suffisante. D'ailleurs, elle l'est dans certains cas. Mais évidemment la lutte complète devrait comporter les deux actes : pulvérisation domiciliaire et chimiothérapie.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 195 du rapport, en ce qui concerne la tuberculose, il est indiqué que "la radioscopie systématique des enfants des écoles est pratiquée dans les centres disposant d'appareils de radiologie".

Ma délégation voudrait savoir, d'une manière approximative, le nombre de centres qui disposent de tels appareils. Nous aimerions également savoir si l'on trouve de tels centres dans la région rurale et si les services médicaux du Territoire disposent d'unités mobiles de radiologie.

M. BARGUES (France) : Je n'ai pas d'informations précises sur ce point. Il existe, en effet, des appareils mobiles de radiologie. Quant au chiffre, il est difficile de donner un renseignement parce que ce chiffre varie. On fait actuellement des livraisons au titre du deuxième plan quadriennal. Des commandes ont été faites sur les fonds du FIDES mais je ne sais pas combien il y a actuellement de postes en service.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir s'il serait possible d'avoir ce chiffre à un stade ultérieur de nos travaux.

M. BARGUES (France) : Oui, je le demanderai.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 353 du rapport annuel, on constate, au tableau relatif aux boursiers en cours d'études supérieures en dehors du Territoire, qu'au 1er octobre 1955, il y avait 58 boursiers poursuivant des études supérieures dont la plupart, sinon la totalité, étaient dans des facultés françaises. Ma délégation voudrait connaître la répartition de ces boursiers parmi les diverses branches d'études ou facultés.

M. BARGUES (France) : Je n'ai pas ce renseignement.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation attache une certaine importance aux bourses d'études et apprécierait beaucoup que des informations nous soient fournies à ce sujet.

Je passe à une autre question. A la page 353 du rapport, le second tableau qui porte sur les dépenses publiques au titre de l'enseignement souligne que les dépenses consacrées à l'enseignement supérieur ont doublé entre 1954 et 1955. Nous savons, d'autre part, que l'enseignement supérieur est quasi inexistant dans le Territoire. Le représentant de la France pourrait-il nous dire dans quels domaines de l'enseignement supérieur s'est produite l'augmentation des dépenses?

M. BARGUES (France) : Il s'agit certainement des bourses attribuées aux jeunes gens qui font leurs études dans les établissements d'enseignement supérieur.

M. MUFTI (Syrie) : Par conséquent, c'est le gouvernement du Territoire qui accorde les bourses aux élèves étudiant à l'étranger.

A ce sujet, je voudrais faire remarquer qu'au chapitre IV du rapport annuel, relatif à l'enseignement supérieur, on lit :

"De tels exemples suffisent à prouver que les sacrifices importants consentis en faveur des étudiants ont porté leurs fruits."

Dans ce chapitre, il était question des bourses. Par conséquent, il est bien établi que c'est le gouvernement local, par conséquent le Territoire, qui supporte les frais relatifs à ces bourses et que ces sacrifices sont supportés par le Territoire lui-même.

M. BARGUES (France) : C'est l'Assemblée territoriale du Togo qui a toujours voté les crédits relatifs à l'attribution des bourses aux jeunes gens et aux jeunes filles faisant leurs études à l'étranger.

M. MUFTI (Syrie) : Ma dernière question porte sur le tableau relatif aux travailleurs salariés permanents qui figure à la page 330 du rapport annuel. Ma délégation y voit qu'une faible proportion des travailleurs jouissent d'un contrat écrit et elle voudrait savoir si l'application des dispositions de la législation du travail ne présente pas des difficultés résultant du défaut de contrats du travail, notamment en ce qui concerne les indemnités de licenciement ou autres.

M. BARGUES (France) : Il est de fait que très peu de travailleurs, du moins parmi ceux qui sont recrutés localement, bénéficient de contrats écrits. Cela n'est pas particulier au Togo. D'une façon générale, dans certaines catégories d'activités professionnelles, le contrat n'est pas écrit. D'ailleurs, cela n'aurait pas été conforme aux traditions locales. Mais, à la vérité, ce système présente un défaut et le représentant de la Syrie a bien fait de le relever. Je dis que ce système présente un défaut car il n'offre pas de garanties suffisantes aux travailleurs. Mais la solution ne doit pas être recherchée dans l'institution d'une méthode consistant à faire des contrats écrits. Ce qu'il faut, c'est substituer une garantie générale à la garantie individuelle. En d'autres termes, il faut que la garantie soit donnée, non pas à l'ouvrier personnellement parce que, au demeurant, il n'aurait pas toujours les connaissances suffisantes pour se rendre compte de l'étendue de cette garantie, mais plutôt à un syndicat autorisé à traiter au nom de l'ouvrier. Sous une autre forme, je dirai que la vraie solution n'est pas d'obliger l'employeur à établir un contrat pour chacun de ses salariés, mais d'obliger les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers à conclure des conventions collectives. C'est dans ce sens qu'ont porté les efforts de l'administration. Ces efforts sont conformes, d'ailleurs, tant à

l'esprit qu'à la lettre du code du travail. En effet, le code du travail a prévu que les règles relatives à la rémunération et aux autres conditions des différentes activités professionnelles seraient fixées par des conventions collectives. Tel est le principe. Dans la pratique, il a fallu d'abord que des syndicats patronaux soient créés ou, lorsqu'ils existaient, qu'ils prennent conscience de leurs droits et de leurs devoirs. Il a fallu que le même résultat soit obtenu du côté des travailleurs. Jusqu'à une époque assez récente, la profession n'était bien organisée ni du côté des employeurs ni du côté des salariés. Ensuite, il a fallu établir des conventions collectives. Les efforts de la Puissance administrante ont poussé à la conclusion de conventions collectives. Ces conventions sont conclues par les syndicats patronaux d'une part, par les syndicats ouvriers, d'autre part, sous le contrôle de l'inspection du travail. Les conventions collectives ont force exécutoire c'est-à-dire que leur violation par l'une des parties entraîne éventuellement d'abord une action de conciliation devant l'Inspecteur du travail, puis une action en justice devant le Tribunal du travail.

M. MUFTI (Syrie) : Je voudrais faire remarquer qu'il n'y a pas de convention collective dans le Territoire; il n'y a qu'un arrêté tenant lieu de convention collective. Mais je ne veux pas insister sur ce point et je remercie le représentant de la France pour les renseignements qu'il a bien voulu me donner.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de lever la séance j'informe le Conseil que nous poursuivrons demain les questions relatives au progrès social et au progrès de l'enseignement dans le Togo sous administration française. Nous passerons ensuite au débat général. Puis nous prendrons un rapport du Comité des pétitions ainsi que le rapport du Comité des Unions administratives. Si nous avons le temps, nous examinerons le questionnaire et le point de l'ordre du jour relatif aux dispositions à prendre pour l'envoi d'une mission de visite périodique dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale en 1957.

La séance est levée à 13 h. 10.